Les guerres de Gaza

La dernière bataille de Gaza de l'été 2014 s'inscrit dans la logique des guerres que l'Etat sioniste déclare de manière régulière au peuple palestinien et à sa résistance. Que ce soit la guerre de 2008-2009, celle de 2012 ou celle de l'été 2014, ce fut un échec pour l'Etat sioniste et des victoires toujours plus nettes pour la résistance palestinienne. Il s'agit donc de comprendre pourquoi le régime israélien maintient cette logique d'agressions récurrentes sachant que chaque nouvelle guerre démontre et aggrave ses faiblesses, d'appréhender les facteurs du renforcement de la résistance palestinienne et enfin d'analyser les conséquences politiques de ces guerres pour le peuple palestinien.

1-La logique guerrière de l'Etat sioniste et ses contradictions

Depuis la libération de Gaza en 2005, le pouvoir israélien mène avec une périodicité de deux ou trois ans des guerres d'agression à l'encontre des Gazaouis. La première attaque remonte à 2007 et s'est faite indirectement par l'intermédiaire de la frange collaboratrice du Fatah qui a tenté un coup d'Etat contre le Hamas. Ce plan fomenté par Israël et les Etats-Unis fut un fiasco à l'épreuve du terrain. Puis 3 autres agressions ont suivi, en 2009, en 2012 et en 2014, cette fois-ci engageant directement l'armée sioniste. Si à chaque fois, le bilan humain et les destructions matérielles furent très lourds pour les Palestiniens, il apparait aussi clairement que ces différentes agressions ont constitué des défaites pour Israël. En 2009 et 2012, les opérations terrestres furent stoppées rapidement et avec succès par les combattants palestiniens et Israël n'a atteint aucun de ses objectifs militaires et stratégiques, en particulier le démantèlement de l'organisation de la résistance. En 2014,

l’échec de l’entité sioniste est plus probant encore, car non seulement l’offensive terrestre s’est apparentée à une débandade mais aussi parce que l’entité coloniale a été acculée à réclamer, à mendier un arrêt des hostilités et à faire des concessions de taille, au moins formellement, à savoir la levée du blocus.

Il est possible d’identifier deux raisons qui poussent le colonisateur israélien dans cette logique guerrière et autodestructrice car in fine chaque nouvelle bataille vient approfondir les failles du l’Etat colonial et aggrave son affaiblissement. La première raison est d’ordre structurel, c’est-à-dire que dans une guerre asymétrique, comme l’a montré Clausewitz, le temps joue pour la défense, en l’occurrence la résistance palestinienne ici. Ne pas agir pour Israël, c’est laisser les Palestiniens mieux s’organiser et mieux s’armer, c’est-à-dire devenir de plus en plus forts. D’où la nécessité d’intervenir militairement pour tenter d’empêcher ce processus même si les coûts d’une intervention sont très élevés. La seconde raison, plus conjoncturelle, et qui a aussi déterminé le calendrier de l’offensive sioniste, est le rapprochement de la résistance palestinienne avec les éléments de l’axe de résistance, en particulier l’Iran. C’est pourquoi, dans chaque guerre, l’Etat-Major sioniste tente d’éliminer les leaders de la frange militaire pro-iranienne de la résistance.

2-Renforcement et maturation de la résistance palestinienne

Par une sorte de principe des vases communicants, le temps et les guerres affaiblissent les sionistes et renforcent parallèlement la résistance palestinienne. La guerre de l’été 2014 a objectivé les éléments de cette puissance acquise souterrainement par la résistance. Parmi ces éléments, il est possible de relever quelques points saillants : la coordination des diverses organisations palestiniennes au niveau militaire, politique et diplomatique ; la constitution d’un armement plus puissant, plus sophistiqué, capable de déstabiliser l’ensemble de la Palestine occupée ;

l’amélioration des techniques de guérilla et l’importance des pertes militaires infligées à l’ennemi ; la résilience des Palestiniens de Gaza et leur capacité à mener des guerres plus longues pour faire plier l’ennemi.

3-Les conséquences en termes politiques de la guerre

Si chaque nouvelle confrontation se traduit par un affaiblissement du pouvoir des colons juifs et une accumulation de forces par la résistance, la situation de la Bande de Gaza semble en quelque sorte figée. Les victoires palestiniennes de 2009 et 2012 ont abouti à une forme de statu quo, dans lequel les Palestiniens de Gaza étaient étouffés par un blocus. La dernière guerre de la résistance palestinienne a réussi à imposer comme enjeu majeur la levée du blocus, ce que l’ennemi sioniste a fini par concéder. Mais l’expérience a montré que les sionistes n’ont jamais tenu parole et que si la pression se relâche, ils mettront tout en œuvre pour que la levée du blocus ne soit pas effective. Il semble donc que les victoires sur le terrain soient difficilement matérialisables à long terme en gains politiques pour les Palestiniens. C’est comme si, pour reprendre un langage clausewitzien, il était difficile de convertir une victoire militaire en victoire politique. Ce décalage entre une puissance acquise sur le terrain par les résistants de Gaza et les difficultés à obtenir la réalisation de leurs revendications et de leurs droits légitimes peut s’expliquer par le fait qu’il n’existe pas de moyen de pression durable sur l’ennemi sioniste qui puisse le contraindre à se soumettre aux desiderata politiques des palestiniens. Plusieurs facteurs de natures différentes expliquent cet état de fait défavorable à la résistance et aux organisations qui l’encadrent dans la bande de Gaza. Il est possible de distinguer des facteurs indépendants de de la scène gazaouie, propres au contexte national ou régional (facteurs structurels) et des facteurs liés aux acteurs de la résistance à Gaza (facteurs stratégiques).

Parmi les facteurs structurels, apparait en premier lieu

l’isolement de Gaza en raison de la division de la scène palestinienne entre Hamas et Fatah. La collaboration de l’Autorité palestinienne en Cisjordanie est un élément déterminant dans le rapport de force entre l’ennemi sioniste et la résistance à Gaza au détriment de cette dernière. L’isolement de Gaza sur la scène nationale, l’absence de réaction massive des autres composantes du peuple palestinien permet à Israël de trahir impunément tous les accords signés à l’issue des batailles de Gaza. Le second facteur structurel relève du contexte politique régional caractérisé par l’offensive des forces contre-révolutionnaires (groupes djihadistes, puissances occidentales, Etats du Golfe, Turquie) et dont le résultat patent est le chaos qu’elles ont généré dans plusieurs Etats arabes. La multiplication des conflits dans le monde arabe a relégué de facto la cause palestinienne au second plan, et les Etats traditionnellement solidaires de cette cause sont totalement déstabilisés. D’autre part, il ressort des actes et des déclarations des leaders des groupes djihadistes qu’ils ne portent pas la cause palestinienne dans leur cœur, plutôt alliés de l’Occident et d’Israël et plutôt tournés dans une lutte aveugle conte le chiisme.

Au niveau des facteurs stratégiques, c’est sans doute la mauvaise lecture des enjeux régionaux par le Hamas qui constitue l’élément important qui a aggravé l’isolement de Gaza. Le Hamas a soutenu les Frères musulmans sans discernement en Egypte mais ces derniers ont vu leur légitimité s’effriter et ont été démis du pouvoir par l’armée en raison de leur inaction, de l’absence de changements dans un pays en ébullition révolutionnaire où les attentes populaires étaient énormes. Le Hamas a aussi commis une grave erreur stratégique en prenant position contre le régime syrien qui était un de ses soutiens traditionnels les plus puissants et en autorisant officieusement certains de ses combattants à aller combattre aux côtés des djihadistes. Plus globalement, c’est la place de la résistance palestinienne dans l’axe de résistance (Iran, Syrie, Liban Sud) qui a été fragilisée.

Enfin des tensions internes au Hamas apparaissent sur la stratégie à adopter, à savoir la résistance ou la gestion du pouvoir sur la bande de Gaza. Une certaine aile politique embourgeoisée du Hamas semble vouloir opter pour une gestion en interne du pouvoir, un rapprochement avec les pétromonarchies comme le Qatar, et un éloignement avec l'axe de résistance. Ce choix politique guidé par des intérêts économiques d'une élite se réalise au détriment des intérêts des Gazaouis puisqu'il place la Bande de Gaza à la merci d'Israël qui peut renouveler périodiquement ses agressions.

Avec le recul d'une décennie, une tentative de coup d'Etat avorté (2007) et trois agressions militaires (2009, 2012, 2014), le bilan qu'il est possible de dresser sur la situation de la résistance à Gaza est un bilan contrasté, en demi-teinte. Militairement et stratégiquement, les acquis sont indéniables, remarquables. La résistance a gagné en force, en qualité de l'armement, en technique de guérillas, en détermination au point que les pertes infligées à l'ennemi sont plus grandes et les victoires plus nettes, plus éclatantes. Mais l'isolement de Gaza sur le plan national et régional, les hésitations sur la stratégie de long terme à adopter entre résistance et gestion du pouvoir rendent obsolètes les victoires sur le terrain en termes de gains politiques. Le résultat est une forme de statu quo politique, un enlisement dans lequel le blocus perdure et qui permet à l'entité sioniste de réitérer ses attaques destructrices à intervalles réguliers. Le sort de Gaza est lié plus que jamais au contexte général de la Palestine occupée et au contexte régional. Il dépend par conséquent aussi de la capacité de la résistance à réaliser une lecture juste et avisée de la situation et des alliances avec les réelles forces de résistance qui existent dans son environnement proche ou lointain.

COMITE ACTION PALESTINE